L’arrêté du 18 décembre 2018 relatif au cadre de référence interministériel du contrôle interne financier applicable aux contrôles internes budgétaire et comptable de l’État, pris en application de l’article 170 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, présente l’organisation qui doit être mise en œuvre par les ordonnateurs en vue de fiabiliser le dispositif de contrôle interne et, dans ce cadre, définit les types de contrôle à instaurer.

Le positionnement des points de contrôles relève de l’organisation et la formalisation des contrôles répond aux exigences de traçabilité permettant de garantir et de sécuriser la piste d’audit.

1. Nature et types de contrôles

Différents types de contrôle concourent à assurer la maîtrise des risques aux différentes étapes des activités et processus financiers. Leur combinaison définit la politique de maîtrise des risques de l’entité en fonction de son appréciation de la criticité des risques, des enjeux et de la complexité de la procédure.

**Administration centrale**

**Acteurs hors de l’activité du processus**

**Encadrement**

**Opérationnels**

3ème niveau

2ème niveau

1er niveau

**Acteurs**

**Échelons**

1. **Le** **contrôle de 1er niveau**, est exercé au sein de l’entité attributaire des tâches.

Ce contrôle, intégré au fonctionnement courant, est soit contemporain, soit *a posteriori*. Il relève des acteurs détenant un rôle dans le traitement courant des opérations à savoir :

* le gestionnaire dans le but de réduire les risques dans la continuité d’un processus, notamment en cas de rupture d’automatisme dans la chaîne de gestion ou en cas de de dispersion des tâches entre plusieurs acteurs. À ce niveau il réalise, en fonction du cas de gestion et de la procédure définie en interne :
* **un autocontrôle** sur ses propres opérations, l’acteur opérationnel vérifie la qualité des opérations qu’il a réalisées. Il est contemporain à la passation des opérations et exhaustif ;
* un **contrôle mutuel** lorsque plusieurs acteurs sont impliqués sur une même tache/procédure. Il peut se présenter de différentes façons :
* Le contrôle est exercé par un gestionnaire sur les opérations d’un autre gestionnaire d’une même entité, ou par une entité sur les opérations d’une autre entité.
* Le contrôle est exercé par les acteurs « en aval » du process contrôlant les opérations initiées par leur collègue « en amont ».
* Le contrôle est exercé par des rotations de personnel sur une même tâche/opération.

Il est contemporain à la passation des opérations ;

* Le chef de service ou son délégué dans le but de s’assurer de l’effectivité et de l’efficacité du dispositif de contrôle interne, réalise un **contrôle de supervision** dans son rôle d’encadrement des unités de travail sur la réalité des contrôles précités de l’agent chargé de l’autocontrôle et/ou du contrôle mutuel, il vérifie qu’ils ne sont pas redondants (hormis le contrôle mutuel). Il porte généralement sur un échantillon, toutefois, il peut être exhaustif. Le rapport coût / avantage doit être pris en considération.

 Il peut être contemporain c’est-à-dire intégré à la procédure de gestion ou réalisé *a posteriori*.

1. **Le contrôle de 2ème niveau**, est exercé par une entité distincte[[1]](#footnote-1).

Il s’agit du contrôle de corroboration qui consiste à fiabiliser les constats opérés par l’encadrement dans le cadre de ses contrôles de supervision et de repérer les dysfonctionnements du processus ou du dispositif de contrôle interne, dont l’amélioration se planifie ensuite à moyen ou long terme.

Ce contrôle est réalisé *a posteriori* par un acteur extérieur à l’unité de travail, qui fait partie de l’organisation mais n’intervient pas directement dans l’activité ou le processus financier.

Ce contrôle conduit à un diagnostic des forces et des faiblesses du dispositif de contrôle interne, de la qualité des points de contrôle et permet de dégager les pistes d’amélioration du dispositif.

1. **Le contrôle de 3ème niveau** est exercé par l’administration centrale.

Ce niveau de contrôle est en cours de création. Il consistera, sur la base d’une méthodologie et d’outils qui restent à définir à date, à réaliser des contrôles de cohérence sur des points de contrôle ciblés en fonction du niveau de risque et de leur impact au sein du processus de rémunération.

1. Organisation des points de contrôle

L’organisation des points de contrôle (nature et agents concernés) du macro-processus « rémunérations » doit permettre d’améliorer l’efficacité de la maîtrise des risques en se dotant de dispositifs permanents qui assurent un contrôle régulier, grâce à une meilleure connaissance des actions à réaliser.

Les principes de mise en application des points de contrôles

1. **Contrôle de 1er niveau**
	1. Relevant des opérationnels (autocontrôle / contrôle mutuel)

Le 1er niveau de contrôle relevant des gestionnaires est bien compris et mis en œuvre dans les académies. Il convient néanmoins de rappeler que la procédure de gestion doit préciser les modalités de réalisation et de conservation dudit contrôle[[2]](#footnote-2). Ainsi celle-ci doit contenir une partie dédiée à la réalisation du contrôle contemporain.

* 1. Relevant de l’encadrement (contrôles de supervision)

Il faut entendre par encadrant un acteur opérationnel de l’entité, investi du pouvoir hiérarchique et chargé de diriger les agents sur un secteur d’activité ou un périmètre donné.

Le contrôle de supervision **contemporain** répondra aux mêmes exigences que celles précisées ci-dessus dès lors qu’il s’agit d’une action intégrée à la procédure de gestion. Sa traçabilité se matérialise souvent par la signature d’un acte ou le visa sur un document validant l’opération et/ou la validation dans l’outil de gestion d’une décision. Les SIERH historiques ne permettant pas cette traçabilité, il est opportun de conserver les documents visés au dossier.

Le contrôle de supervision ***a posteriori***, quant à lui, s’inscrit dans le cadre d’un plan de contrôles *a posteriori* définipar le référent promoteur du contrôle interne financier de l’académie sur propositions des référents techniques en lien avec les chefs de divisions/services opérationnels concernés et portent en priorité sur les processus à enjeux. La mise en œuvre des contrôles de supervision *a posteriori* relève de la responsabilité des chefs d’unités opérationnelles (chefs de division / chefs de service / chefs de bureau…). La formalisation de ce type de contrôle se matérialise par la documentation qui l’accompagne (mode opératoire ou fiche de formalisation) et qui permet de le tracer (grilles de contrôle = consigne en synthèse le résultat des contrôles, et tableaux de suivi des anomalies).

À noter que le contrôle de supervision peut être délégué à un collaborateur dont la fonction le permet[[3]](#footnote-3).

1. **Contrôle de 2ème niveau**

Le contrôle de corroboration est réalisé par un acteur transverse, extérieur à l'unité de travail, de sorte à s'assurer que le contrôle de supervision a été réalisé dans les conditions établies par la fiche de formalisation.

Réalisé à partir des grilles de supervision qui ont été validées par les unités de travail, il porte sur des processus sensibles déterminés en fonction de l’activité, des événements du service, des évolutions des procédures, de la planification des contrôles. À titre d’exemple, cela peut être dans les circonstances suivantes : à la suite de la mise en place d’une nouvelle réglementation, d’une nouvelle indemnité, d’un nouveau barème, lors d’un changement de gestionnaire.

Il appartient à l’encadrement supérieur de missionner un acteur en charge des contrôles de corroboration ; en matière de rémunération apparaissent légitimes pour exercer cette mission les coordonnateurs académiques de la paye ou encore les référents techniques pour le contrôle interne.

1. **Contrôle de 3ème niveau**

Une organisation à mettre en place, reposant sur la mobilisation de moyens dédiés au sein de la DAF, doit permettre de disposer à terme de l’outillage et d’un plan de contrôle visant le renforcement du contrôle interne financier sur le processus paie. Ses modalités seront définies courant 2022.

1. Évaluation de la mise en place des contrôles et de l’efficacité du dispositif

Les résultats des contrôles de supervision a posteriori participent à l’évaluation et éclairent l’encadrement quant au degré de maîtrise des risques au sein du service. Ils renseignent par ailleurs sur l’efficacité des mesures mises en œuvre pour couvrir les risques détectés. Des résultats non satisfaisants doivent, sauf causes externes au dispositif, aboutir à une redéfinition du dispositif de contrôle interne (documentation, formation, reconfiguration des points de contrôle, etc…)

Le référent du contrôle interne, outre sa participation à l’élaboration du plan de contrôle académique, rend compte de l’évaluation de l’efficacité du contrôle interne qu’il en fait et prend appui sur ses constats pour adapter son pilotage du contrôle interne et ainsi actualiser la stratégie de maîtrise des risques.

Le déploiement de l’application AGIR (Application de Gestion Interne des Risques) embarquera les contrôles de supervision *a posteriori* et les contrôles de corroboration. Cette application contribue à la structuration des plans de contrôles de supervision *a posteriori[[4]](#footnote-4)*, en tant que support de programmation, en outre elle favorise la consolidation et l’exploitation des résultats de contrôle au bénéfice du pilotage de la maîtrise des risques à tous les niveaux (central et déconcentrés). AGIR permettra de compenser les limites de l’application G2P en matière d’appréciation de l’efficacité du dispositif de contrôle interne.

1. Actions de contrôles de supervision applicables au macro-processus rémunérations

Ces contrôles peuvent porter sur des opérations mais également sur un diagnostic de processus et notamment ses aspects organisationnels. Aussi, parmi les pistes couvrant le champ organisationnel, en premier lieu il convient de s’assurer de l’existence et de la tenue à jour de l’organigramme fonctionnel des activités du service et de toutes ses composantes (suppléance, délégation de signature, habilitations au SI, source de la documentation).

Deux autres contrôles de supervisions actuellement demandés seront transposés dans AGIR dès la première année de déploiement, il s’agit de

* + - La revue des habilitations aux SIERH
		- Le contrôle du cumul de la NBI avec une autre indemnité dont la compatibilité est soumise à certaines conditions

La revue des référentiels de contrôle interne du titre 2, pour les RCI traités au cours de l’année 2020-2021, a permis d’identifier les actions de maîtrise des risques dont la mise en œuvre correspond à un contrôle de supervision ou peut se vérifier à l’aide d’un contrôle de supervision *a posteriori.* Le fichier annexé a été constitué dans cette optique et en prévision de futures étapes d’alimentation du plan national de contrôle interne (PNCI) suivi dans AGIR. Certains des contrôles listés pourraient être proposés de façon facultative dès 2022.

Quelques référentiels n’ont pas pu être revus l’année écoulée et le seront au cours de l’année à venir, de la même façon les contrôles de supervision qui en découleront seront envisagés dans AGIR.

Enfin, indépendamment de ces travaux un chantier portant sur la conception d’une requête BO nationale vient d’aboutir. Cette requête vise à fournir aux services de gestion académiques une restitution des bénéficiaires de l’indemnité de sujétion spéciale attribuée aux directeurs d’école et directeurs d’établissement spécialisé (ISS DE- code indemnité 2217) permettant un contrôle ciblé sur les agents en situation particulière. Lorsque celle-ci sera largement diffusée, le contrôle de supervision auquel elle pourra répondre sera également intégré dans AGIR.



1. C’est-à-dire qui n’est pas dans la chaine de gestion. [↑](#footnote-ref-1)
2. A titre d’exemple, une procédure de gestion peut contenir la base et les éléments à contrôler, les documents et les outils utilisés pour le contrôle et la traçabilité du contrôle. [↑](#footnote-ref-2)
3. Un adjoint ou un agent qui a des fonctions transverses dans le service (il n’est pas possible d’attribuer cette fonction à un gestionnaire). [↑](#footnote-ref-3)
4. Au niveau national ou au niveau local. [↑](#footnote-ref-4)